Article 21 du Règlement

Les producteurs de raisin demandent: Est-ce que les Canadiens peuvent obtenir toute l'eau d'irrigation dont ils ont besoin pour un dollar l'acre? Non, mais les Américains, si. Les Canadiens peuvent-ils déduire les pertes excédant 5 000 \$ s'ils occupent des emplois à l'extérieur de la ferme? Non, ils ne peuvent pas.

Les Canadiens paient-ils des salaires aussi bas que les Américains à leurs cueilleurs? Non, ils ne le peuvent pas. Les Canadiens peuvent-ils acheter des terres à des bas prix comparables et les exploiter en ne payant qu'un impôt foncier minimum? Non, ils ne le peuvent pas.

Nos producteurs de raisin peuvent concurrencer les Américains si les règles d'établissement des prix sont semblables mais notre gouvernement a signé un accord commercial très injuste envers eux.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE DU MANITOBA**

M. Brian White (Dauphin—Swan River): Monsieur le Président, tout Canadien qui comprend les rouages de l'économie de l'ouest du Canada n'est pas sans savoir que l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis revêt une importance capitale pour l'Ouest.

Toutefois, le premier ministre du Manitoba, Howard Pawley, qui reçoit ses instructions de Bob White et de Shirley Carr, a adopté une position diamétralement contraire aux intérêts de ma province du Manitoba.

Son cabinet et lui ont entamé une série de réunions dans tout le Manitoba, réunions qui se tiennent à huis clos, auxquelles on assiste sur invitation seulement et où on ne peut poser de questions. M. Pawley a déclaré: «Je ne vais pas prétendre que nous sommes ouverts sur ce sujet». Ce qui signifie que, quoiqu'il ressorte des discussions avec les Manitobains, son gouvernement ne cessera de s'opposer à la signature du traité.

La vaste majorité des Manitobains, soit ceux qui ne sont pas à la charge des syndicalistes, ne partage pas la vision du Canada de Howard Pawley. Celui-ci ne parle pas au nom des éleveurs de bovins du Manitoba. Il ne parle pas au nom des éleveurs de porcs du Manitoba. Il ne parle pas au nom des innombrables entreprises manitobaines qui sont impatientes d'accaparer une partie du marché nord-américain.

M. Howard Pawley, faites preuve de courage et défendez les intérêts du Manitoba et de l'ouest du Canada. Appuyez l'accord de libre-échange pour lequel il n'existe aucune solution de rechange.

* * *

LES PARTIS POLITIQUES**L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN—LA POSITION DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE**

M. John Gormley (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, la vilaine propension du Nouveau parti

démocratique à tromper les Canadiens s'est de nouveau manifestée, mais cette fois pour de noirs desseins.

Dans une lettre, aujourd'hui, le député de Thunder Bay—Nipigon (M. Epp) dénonce l'accord de libre-échange de notre gouvernement.

Le député tente de semer la peur et l'incertitude en prétendant trompeusement que des centaines de milliers d'emplois seront perdus et en prédisant la fin de programmes sociaux.

Pourquoi le NPD écrit-il cette lettre? Le député néo-démocrate la termine en incitant le lecteur à signer la pétition jointe. Il semble donc que la véritable raison pour laquelle le Nouveau parti démocratique répand cette propagande trompeuse est de solliciter suffisamment de pétitions en vue de paralyser les travaux des Communes. Au lieu de saboter le débat à la Chambre avec une lettre pareille, le NPD devrait participer démocratiquement à une discussion libre et ouverte.

● (1410)

Mon message au Nouveau parti démocratique est le suivant: cessez de sous-estimer l'intelligence des Canadiens. Renoncez à votre campagne anti-canadienne et défendez plutôt les intérêts du Canada.

* * *

[Français]

LES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF**L'IMPORTANCE DU PROGRAMME DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI**

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard) aura à prendre une décision cette semaine, à savoir si oui ou non il y aura une petite place dans le ciel bleu des conservateurs pour les organismes sans but lucratif.

Monsieur le Président, la survie même de plusieurs organismes au Québec dépend du Programme Développement de l'emploi qui leur permet d'offrir des services à la population et d'assurer une certaine permanence. Parmi ces organismes, il y en a qui travaillent au bénéfice des femmes et, à titre d'exemple, je voudrais souligner le travail exceptionnel d'Alternative naissance, un groupe d'humanisation de la naissance et de l'accouchement.

Les employées des organismes sans but lucratif sont souvent des femmes qui ont des responsabilités familiales et qui ont choisi d'oeuvrer dans le secteur bénévole pour le mieux-être de leurs consoeurs et de toute la société. Ces femmes, monsieur le Président, ont le droit, comme vous et moi, de vivre et de travailler dans un domaine qui réponde à leurs aspirations personnelles et sociales.

Je demande aujourd'hui au ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard), au gouvernement et à tous les députés conservateurs d'intervenir afin d'assurer la survie de ces organismes essentiels pour notre société.